

## La voix de l'Opposition de gauche

A nouveau, deux conceptions de la lutte de classe.

**28 juin 2012**

### **Première partie**

Extrait d'un article reçu hier après-midi 27 juin donc en fin de matinée en France. C'est avant-hier que Sapin a annoncé que le smic bénéficierait (sic!) d'un "*coup de pouce*" de 0,6%.

L'entête de cet article, suit le titre, puis un extrait.

- Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du mercredi 27 juin 2012

- Titre : *SMIC et service public: nous attendons des réponses claires*

- "*Les élections politiques passées, les signes négatifs apparaissent. Du moins d'après ce qui ressort publiquement et qui demande à être confirmé, ce qui n'est pas le cas à l'heure où ces lignes sont écrites.*"

Apparemment cet article a été posté le 27 mais il a été rédigé avant le 26 puisque c'est le 26 qu'on a été fixé sur l'augmentation du smic, donc il y a une inexactitude quelque part ou Mailly devient précocement grabataire.

On retrouve la même tournure, les mêmes interrogations hypocrites qu'au POI.

Il faut comprendre camarades, Hollande et ses acolytes du gouvernement, ce sont d'illustres inconnus, tout comme le PS d'ailleurs, comment pourrait-on deviner leurs intentions, hein, franchement ? Ils n'en ont rien dit au cours des derniers mois ou des dernières semaines, mais non, mais non, c'est nous qui nous faisons des idées.

Maintenant vous vous souvenez que *Les Echos* avaient vendu la mèche à propos du smic, Sapin a confirmé le chiffre qu'ils avaient donnés, et bien cela n'a pas empêché Mailly d'écrire : "*Si ces informations étaient confirmées, cela signifierait que le gouvernement aura été plus sensible aux sirènes des employeurs qu'aux attentes des travailleurs.*". Non, pas possible, en voilà un scoop, qui aurait cru cela de lui, c'est à en tomber à la renverse !

Est-ce que Mailly en conclura qu'il doit rompre les relations avec ce gouvernement des "*employeurs*" ? Là c'est une blague, si lui et ses collègues n'ont pas été foutus de rompre avec Sarkozy, il ne rompra jamais avec Hollande, en fait, quand on y regarde de plus près, on se rend compte qu'ils ont tous le même comportement de larbin du régime, qu'ils adoptent tous les mêmes rapports vis-à-vis de l'Etat et ses représentants.

Il embrayait ensuite sur les services publics, son fond de commerce privilégié, en employant la même rhétorique :

- *"Apparemment, les augmentations d'effectifs dans certains secteurs (Éducation nationale, police, justice) seraient compensées par des baisses ailleurs. Si tel était le cas (via des réductions ou des transferts par décentralisation), on continuerait à accentuer la RGPP."*

On croit rêver. N'avez-vous pas entendu comme moi Hollande, Ayrault et d'autres ministres ou dirigeants du PS le dire et le répéter, le marteler avant les élections en réponse aux questions qu'on leur posait sur ce point précis, les postes supplémentaire dont seront dotés certains ministères seront compensés par la suppression de postes dans d'autres ministères ?

Et le POI d'écrire page 3 du numéro 206 d'*Informations ouvrières* paru hier :

- *"Cela signifie-t-il que les agents des Finances, ceux de l'Équipement, dans les ministères et dans les départements, verront la course infernale des suppressions de postes se poursuivre ?"*

Ou encore :

- *"Faut-il entendre par là que les soins de santé, les retraites, les allocations chômage, les allocations familiales devraient aussi faire les frais de l'« effort » revendiqué par le gouvernement ?"*

Mais non, mais non, le mieux c'est encore de s'attendre à rien du tout et le jour où cela vous tombera dessus, vous pourrez dire : voilà c'est arrivé !

Qu'est-ce que vous voulez, c'est cela l'avant-garde !

Allégeance au régime, c'est reparti de plus belle !

Mais, eh oui, encore un mais, travailleurs, camarades, ne vous faites pas de bile car tout est possible, si, si puisqu'on vous le dit. D'ailleurs, au POI ils ont pensé à tout, même à écrire à Hollande. Non, si, ce n'est pas un canular, ils n'ont pas perdu de temps dites donc. Sa "majorité" parlementaire était en place depuis à peine 5 jours, le deuxième tour des législatives a eu lieu le dimanche 17 juin, du lundi 18 au 23 juin, jour du conseil fédéral du POI, il ne s'est bien écoulé que 5 jours, qu'ils annonçaient l'envoi d'une lettre à Hollande qui sera datée du lendemain, dans laquelle ils lui demandent un rendez-vous.

Devinez quel en est l'objet, lui demander de bien avoir l'extrême obligeance s'il vous plaît monsieur le Président de la République française, de ne pas ratifier le TSCG au nom des "60.000" travailleurs qui ont signé leur pétition, alors que dans le même numéro ils disent en avoir récoltées 54.719, une inexactitude dont François II ne leur tiendra pas rigueur, ils ont arrondi comme on arrondit les angles entre gens de bonne compagnie, à moins qu'ils aient anticipé les signatures à venir d'ici leur rencontre très prometteuse. Comment, vous osez en douter ? Eux ils ne doutent de rien, la preuve.

Rien n'est joué

C'est le titre d'un article en page 2 signé Yan Legoff : *Rien n'est joué*

Car voyez-vous, Hollande, *"Mais le traité TSCG ? Le ratifiera-t-il ou non ?"* Quelle suspense ! et de conclure : *"Convaincu que « rien n'est joué », le POI vient de lancer un nouvel appel à l'unité pour la non-ratification du traité"*. Quand nous affirmons qu'ils ont la fâcheuse tendance à se

prendre pour ce qu'ils ne sont pas, ajoutons à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, est-ce que nous exagérons ? La preuve que non.

Et que lit-on dans leur appel " *Aux partis se réclamant du mouvement ouvrier et de la démocratie* ", devinez : " *Rien n'est joué. Tout est possible* ". C'est à se demander s'ils n'essaient pas de s'en convaincre eux-mêmes ! Pourquoi ? J'ai répondu à cette question dans ma causerie d'hier. Ils ont réussi à le caser à quatre reprises dans le même numéro.

Souvenez-vous, ils n'ont cessé de le marteler lors de leur campagne pour l'interdiction des licenciements, puis contre la "réforme" des retraites, en fait c'est leur refrain habituel, tout serait possible il suffirait d'y penser très fort ou de se démenner comme de beaux diables pour que le miracle se produise, et comme les miracles nécessitent généralement un certain délai avant de se réaliser, pendant ce temps-là leur parti se transforme en passoire parce que leurs militants qui les ont pris au mot se lassent de ne rien voir venir, on les comprend, depuis quand ce petit jeu-là dure-t-il, disons... depuis 30, 50 ans, plus.

Si tout est possible en régime capitaliste, à quoi bon combattre pour le socialisme, non ? En colportant cette illusion ne se font-ils pas les fossoyeurs du socialisme ? Vous trouvez que j'exagère encore, je pense plutôt être encore en dessous de la vérité.

Souvenez-vous encore qu'ils considèrent la crise du capitalisme comme une catastrophe pour les travailleurs, ils voudraient leur épargner des souffrances supplémentaires, alors que l'on sait que cette condition est indispensable pour qu'ils passent à l'action, pour qu'une révolution ait lieu, c'est la raison pour laquelle nous considérons que cette crise avec ses conséquences brutales est une aubaine pour le développement du mouvement ouvrier.

Eux, ils cherchent à épargner les travailleurs, en réalité les couches qu'ils représentent seulement, et l'on sait que dans ce cas-là le régime aura encore de beaux jours devant lui, ils le savent, c'est leur véritable objectif politique.

De la même manière et pour la même raison ou conformément à leur objectif, ils ne se posent pas la question de savoir quelle est la valeur et la portée politique d'une réforme réalisée sous un régime capitaliste ou sous un régime socialiste, pour eux cette évaluation n'a pas lieu d'être ou ils l'occulent, seul compte le résultat immédiat, et peu importe si les masses se retrouvent davantage enchaînées au capitalisme du moment que certaines couches du prolétariat s'en tirent mieux que les autres ou disposent encore des moyens pour continuer de vivre confortablement.

Nous avons là toutes les caractéristiques d'un parti qui s'accommode du capitalisme du moment qu'il permet à l'aristocratie ouvrière, aux couches moyennes et aux intellectuels de préserver leurs avantages sur le reste du prolétariat, le socialisme disparaissant totalement de leur horizon politique.

Nous, nous combattons dans la perspective de l'effondrement du capitalisme, car nous savons que sans cette condition il n'y aura pas de révolution et nous n'aurons aucune chance de renverser le régime en place. Nous savons que cela se traduira par de terribles sacrifices pour les travailleurs, nous l'assumons, nous sommes prêts à les affronter, alors qu'eux ils s'y refusent, ils tiennent à préserver leur petite vie confortable, à croire que la misère qui existe déjà (en France et dans le monde à une échelle gigantesque) n'est qu'un concept pour eux ou qu'elle fait partie des meubles pour ainsi dire puisqu'elle a existé de tout temps.

Si la misère est nécessaire au développement et à la survie du capitalisme, pourquoi ne le serait-elle pas pour assurer la victoire du socialisme, non pas qu'on la rechercherait ou qu'on la souhaiterait à

quelqu'un, mais tout simplement parce qu'elle serait une nécessité historique, ne vivons-nous pas dans le règne de la nécessité ?

Comme je vis en Inde, j'emploie plus facilement le mot misère que pauvreté car elle est plus présente sans doute.

## **Deuxième partie**

Vous aurez remarqué que la démarche du POI est commune au PCF, NPA, PdG, Attac, Fondation Copernic, etc. tous s'adressent à Hollande et au députés du PS.

Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'ils lient le sort de la classe ouvrière au bon vouloir du Bonaparte qui trône au Palais et à sa cour qui siège au Parlement, autrement dit, ils remettent entre leurs mains l'indépendance de classe du prolétariat, ils livrent la classe au représentants du capital, Hollande et les députés du PS.

En fait, ils ne font que reprendre la politique qu'ils avaient mis en oeuvre à partir du 10 mai 1981 avec le succès que l'on sait et que chacun a pu constater.

Monsieur Hollande sauvez-nous d'une catastrophe annoncée, ne signez pas ce traité, ce qui suppose qu'une fois ratifié il ne nous restera plus qu'à en subir les conséquences sans que l'on puisse s'y opposer puisqu'on nous a fait comprendre que ce serait dès lors impossible.

Leur démarche revient à demander aux représentants du capital de se conduire en représentants des exploités, parce que voyez-vous, ils en seraient capables, pourquoi, pardi, mais parce que le PS serait encore un parti ouvrier, grotesque, c'est une fabulation, une illusion criminelle, un moyen comme un autre de diviser les travailleurs en prétendant combattre pour leur unité, en réalité ils ne visent que l'unité des appareils du PS et ses satellites, ils devraient être satisfaits, à part celui du PS leur objectif est pour ainsi dire atteint.

Il y avait une autre manière de procéder qui correspondait à une autre conception de la lutte des classes reposant sur le refus de toute collaboration de classes, sur le combat classe contre classe.

Il était possible d'expliquer aux travailleurs pourquoi nous rejetons le TSCG concocté par les technocrates de Bruxelles (UE) et de Frankfort (BCE), en déclarant qu'il ne fallait pas compter sur Hollande et les députés du PS qui y étaient favorables pour s'y opposer, pourquoi, tout simplement parce qu'ils incarnent les intérêts du capital et la politique de l'Union européenne, donc ne pouvant pas incarner les intérêts des travailleurs et le socialisme.

Contrairement à ces philistins, nous ne nous serions pas adressés à Hollande et aux députés du PS, pas davantage aux dirigeants de ses satellites, nous nous serions adressés uniquement aux travailleurs en dénonçant leur collusion ou complicité avec l'Union européenne des banquiers, leur trahison en osant agir de la sorte au nom des travailleurs et du socialisme.

Nous aurions mis l'accent sur le fait que le TSCG pouvait être ratifié dans le cadre de la Constitution de la Ve République parce que celle-ci incarnait les intérêts des capitalistes. C'est la Constitution qui permet à Hollande de soumettre nos droits à la dictature de l'Union européenne et au FMI à travers ce traité, notamment. Nous aurions donc lié ou combiné ce combat contre le TSCG au combat contre la Ve République qu'il nous faut abattre...

On nous rétorquera que dans ces conditions la ratification de ce traité serait assuré car nous serions dans l'impossibilité de mobiliser les masses sur une telle ligne politique. Assurément, car vous croyez vraiment qu'en s'adressant à Hollande ils vont soulever les foules et aboutir à un autre résultat ? Ce serait se faire de graves illusions.

Nos détracteurs ont une démarche d'appareil s'adressant à d'autres appareils, aux institutions (le président et les députés), et comme nous l'avons démontré hier, pour tenter d'associer des travailleurs ou des militants à leur initiative ils en arrivent à développer des arguments grotesques, dramatisant la situation, oui, eux aussi ils s'y mettent, du genre, demain tout sera foutu si ce traité était ratifié, etc., bref, camarades, comme sera le cas, cessez le combat ou tirez-vous une balle dans la tête, circulez il n'y a plus rien à espérer, il est trop tard, nous sommes voués à la déchéance, c'est écrit dans ce traité, c'était la fatalité, c'est à cela que ramènent leur discours.

En ce qui nous concerne, notre démarche consiste à refuser de lier le sort de la classe ouvrière aux appareils et à l'Etat, nous considérons qu'elle doit conserver les mains libres, son indépendance de classe pour livrer son combat et prendre conscience d'elle-même. Notre démarche ne consiste pas à faire l'impasse sur les appareils et l'Etat, au contraire, on tire dessus à boulets rouges de manière à briser les illusions que les travailleurs pouvaient encore avoir en eux ou pour leur interdire d'en avoir, ainsi et ainsi seulement ils pourraient tirer des enseignements politiques à la fois pour la suite de leur combat et pour les aider à rompre avec le capitalisme, avec ses institutions politiques et les partis qui en assurent le fonctionnement pour le compte des capitalistes.

Nous n'avons pas la prétention de mobiliser des millions de travailleurs ou de parvenir à empêcher la ratification de ce traité, modestement nous nous donnons les moyens politiques de répondre aux aspirations des travailleurs tout en construisant le parti sur la base d'une orientation politique conforme au socialisme, dans la perspective du renversement du régime et d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire, qui décidera de rompre avec l'UE, le FMI, etc. car aucun autre gouvernement ne le fera à sa place, et certainement pas le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius.

Soyons lucide, prenons la réalité telle qu'elle est, osons la regarder en face même si le constat est dur à avaler, refusons-nous à penser que tout serait possible ou l'inverse qui serait tout aussi fatal au mouvement ouvrier, ne nous prenons pas pour ce que nous ne sommes pas, ne cherchons pas un raccourci ou une voie de traverse pour tenter de palier nos faiblesses, ne cherchons pas à substituer à la classe ouvrière des élus ou des dirigeants qui par nature ou conviction lui sont étrangers ou encore un sauveur suprême, car c'est à cela que revient le fait de s'adresser à Hollande. Faisons ce que nous avons à faire, dans l'ordre, sans nous disperser ou nous laisser distraire ou encore sombrer dans la facilité, essayons de rassembler des travailleurs et des militants, expliquons-leur inlassablement notre politique, c'est le seul moyen d'aller de l'avant, pas à pas, c'est ingrat et difficile comme voie, nos adversaires se sont employés à en emprunter une autre pendant des décennies et des décennies, quand on en voit le résultat, on est porté à penser qu'elle n'était pas la bonne.

Maintenant, si ces arguments ne vous ont pas convaincus, demandez-vous quelle crédibilité peut avoir un parti (sa politique et ses dirigeants) qui n'a eu de cesse de vouloir associer au combat de la classe ouvrière les partis (sociaux-libéraux) de l'Internationale jaune, mieux encore, qui ne loupe pas une occasion de vanter les mérites inestimables de leurs dirigeants sachant que ces partis ont mené partout en Europe et ailleurs dans le monde durant les dernières décennies ou depuis 50 ans des politiques antisociales et réactionnaires.

Je n'invente rien lisez donc l'article de Marc Gauquelin en page 4 du numéro 206 *Informations ouvrières* vous en aurez la confirmation. Rejeter le TSCG pour finalement s'en remettre au parti de

Schröder, sachant que le TSCG implique la généralisation à toute l'Europe de la politique mise en oeuvre en Allemagne quand il était chancelier, il fallait oser, le POI a osé.

Un dernier mot, cela allait m'échapper : n'avez-vous pas remarqué que c'est la même démarche à laquelle ont de plus en plus recours les dirigeants syndicaux, s'adresser, que dis-je, s'en remettre au Président de la République, divisant les travailleurs, brisant leur résistance et leur mobilisation. Lisez plus loin l'intervention de la CGT chez ArcelorMittal de Florange.